



Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Convention cadre de partenariat relatif au développement de la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des eaux et BRL - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Contexte du projet

Par conventions approuvées par le Conseil municipal de Montpellier le 27 février 1992 et par le conseil du District de Montpellier le 26 février 1992, la Ville, le District de Montpellier et la Compagnie d'aménagement du Bas-Rhône et du Languedoc (BRL) ont défini les principes généraux :

- De l'alimentation par BRL en eau brute à des fins de potabilisation pour le secours et l'appoint du service des eaux de la Ville de Montpellier et des communes alimentées par le système Lez ;
- De la mise en place et de la gestion par BRL des ouvrages du District nécessaires pour assurer le soutien d'étiage au fleuve Lez, dans le cadre de l'opération « *Lez Milieu Prioritaire* ».

Pour satisfaire les besoins en eau de la Ville et du District, dont la compétence est aujourd'hui exercée par la Métropole, il a été nécessaire que la Ville, le District et BRL réalisent précédemment des aménagements qui sont aujourd'hui interconnectés pour permettre à l'eau brute issue de la Concession régionale de répondre au besoin des usages de la collectivité. Ainsi, sur le territoire de la Métropole, l'architecture hydraulique des aménagements de la Concession régionale a été conçue, au fil du temps depuis 1992, et organisée de sorte qu'une partie des ouvrages ou de leur dimensionnement soit spécifiquement dédiée à la satisfaction des besoins en eau brute du secteur de Montpellier.

Enfin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a conclu le 1^{er} mai 2011, une convention avec BRLE (filiale de BRL) ayant pour objet de définir les conditions dans lesquelles BRLE devait livrer l'eau brute non potable destinée à l'alimentation des réseaux communautaires de desserte, pour satisfaire des besoins d'irrigation à usage agricole et pour l'irrigation d'espaces verts publics et privés.

Ainsi, à la date d'établissement de la présente convention, les usages de l'eau brute issue de la Concession régionale répondent principalement à trois finalités :

- Maintenir dans le Lez un débit minimum instantané de 650 l/s au droit de la station d'épuration MAERA, conformément à l'arrêté préfectoral DREAL/DMMC-34-2020-002 en date du 14 avril 2020 ;
- Satisfaire des usages ne nécessitant pas le recours à une eau dont la qualité la destine à la consommation humaine : il s'agit des usages agricoles ou divers dont l'arrosage des espaces verts ou le soutien d'étiage de cours d'eau ;
- Exercer la compétence eau potable confiée par la Métropole à la Régie et notamment satisfaire en période estivale et en secours les usages en eau potable. L'eau de la Concession régionale est ainsi traitée sur deux usines de potabilisation en maîtrise d'ouvrage de la Régie :
 - L'usine François-Arago qui traite majoritairement les eaux prélevées dans le karst du Lez mais qui peut aussi traiter les eaux de BRL ;
 - L'usine de Valedéau, en cours de conception, qui prévoit la potabilisation d'un débit de 750 l/s et dont la mise en service est prévue à l'horizon 2024.

Selon l'Union Européenne, l'Europe épuise ses ressources en eau douce et s'oriente vers une pénurie pouvant toucher 50% des bassins versants européens d'ici 2030. Le territoire de la Métropole est exposé à ce risque de pénurie particulièrement marqué sur le pourtour méditerranéen. En 2020 à Montpellier, il n'a plu que 362 mm et le territoire n'a produit que 28 Mm³ d'eau douce. En conséquence, pour répondre à ses besoins, la Métropole a dû importer :

- 4 Mm³ pour la fabrication d'eau potable ;

- 7,5 Mm³ pour l'irrigation ;
- 12 Mm³ pour le soutien à l'étiage du fleuve Lez.

Le territoire est en déficit récurrent de près de 23 Mm³/an mais parvient néanmoins à subvenir à ses besoins grâce aux installations mises en place dans les années 1950, qui permettent d'amener les eaux du Rhône en quantité suffisante. Les études de prospective conduites par l'Agence de l'eau apportent une objectivation des effets du changement climatique sur les écoulements du fleuve Rhône : la ressource n'est pas inépuisable mais restera relativement abondante.

Pour autant, les Parties signataires conviennent ensemble qu'il convient d'agir fortement à deux niveaux :

- Promouvoir les économies d'eau tant au niveau des réseaux que par des usages plus rationnels de l'eau ;
- Favoriser la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) là où elle présente peu d'impact sur le milieu naturel, c'est-à-dire sur les secteurs proches littoraux comme c'est le cas pour le territoire de la Métropole.

En cohérence avec cet engagement sociétal, BRL entend favoriser les usages de la REUT en innovant avec la Métropole et la Régie des eaux sur les possibilités de transport d'EUT ou d'eau brute dans ses réseaux, ou en limitant les contrats d'eau brute là où l'EUT peut satisfaire les besoins.

Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'organiser les relations entre la Métropole, la Régie des eaux et le maître d'ouvrage concessionnaire régional, BRL, pour définir les grands principes de développement des usages de REUT à partir des aménagements hydrauliques destinés à répondre durablement aux besoins de la Métropole.

Elle vise en conséquence à préserver les intérêts de la Métropole, de la Régie des eaux et de BRL en fixant les règles de gouvernance pour favoriser l'approvisionnement en eau brute issue de la REUT, et en intégrant notamment les enjeux quantitatifs et qualitatifs d'évolution des usages de l'eau dans un contexte d'adaptation au dérèglement climatique et de préservation de la biodiversité. Les principes définis par la convention visent à favoriser un meilleur accompagnement dans l'adaptation des pratiques agricoles et l'évolution des besoins urbains au plus près des réalités du territoire, notamment en optimisant les aménagements hydrauliques et en organisant leurs règles de gestion.

Les Parties se fixent ainsi comme objectif commun d'optimiser la création et la gestion de réseaux d'eau brute, qu'ils soient desservis par de l'eau issue du Rhône ou des EUT.

Cette démarche, engagée pour 8 ans, constitue pour les Parties une innovation et une expérimentation de gestion concertée et territoriale des ressources en eau de toutes natures et des besoins qu'elles peuvent satisfaire tout en veillant à promouvoir les économies d'eau par un raisonnement des usages

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des eaux et BRL, relative au développement de la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) sur le territoire de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236175-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv_REUT_R3M_BRL.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.